



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

26 février 2025

N° 324

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

DES DÉPLACÉS DE SOLINO EN LUTTE : LA VOIE À SUIVRE CONTRE LA DICTATURE DES GANGS



Alors que les gangs continuent d'assiéger la capitale, pillant, incendiant et massacrant impunément, une brèche s'élève du cœur même de ce chaos. Les habitants de Solino, chassés de leurs maisons depuis près de 6 mois, refusent de se résigner et de plier, en choisissant la voie de la résistance, de la lutte. Face à la terreur instaurée par les bandes armées et à l'inaction complice des autorités, ils ont relevé la tête et ont gagné les rues à deux reprises en moins d'une semaine, défiant ouvertement la dictature des gangs et la répression policière pour exiger leur droit légitime à regagner leur quartier.

Ce 20 février, leur colère s'est exprimée avec force. Bloquant les axes stratégiques reliant Lalue à Bourdon et Delmas, ils ont paralysé la circulation, érigeant des barricades enflammées. Furieux, les manifestants ont envoyé un message clair : ils veulent retourner vivre dans leur quartier et non dans les camps insalubres qu'ils comparent à des parcs à bestiaux.

La police, fidèle à sa mission de réprimer les victimes plutôt que les bourreaux, a répondu par des tirs de gaz lacrymogène. Loin d'intimider les manifestants, cette brutalité a exacerbé leur colère. Des jets de pierres ont ciblé les véhicules des forces de l'ordre, accusées de connivence avec les gangs, abandonnant la population à son sort.

Une semaine avant, le 13 février dernier, ils étaient descendus dans la rue, exigeant que les policiers et les forces étrangères remplissent leur prétendue mission de "protection des vies et des biens". La police haïtienne, corrompue et gangrenée, laisse les bandits imposer leur loi, quand elle ne les alimente pas en armes, en munitions et en informations. Quant aux forces étrangères, elles ne sont qu'un outil de contrôle de l'impérialisme, occupées à garantir la stabilité des intérêts des puissances dominantes et des classes possédantes locales.

Cet événement, passé presque sous silence, peut être un signal, un point de départ. Les criminels tiennent surtout par la peur qu'ils inspirent. Quand les masses s'unissent et se lèvent, elles peuvent faire la peur changer de camp.

Les habitants de Solino ont surmonté la peur, et c'est là une victoire morale. Ils savent désormais que personne ne viendra les sauver, que seule la mobilisation de ces milliers de déplacés peut briser l'étau des gangs.

Ils ont compris ce que les classes dominantes tentent d'effacer des esprits : que l'oppression ne se combat pas par la soumission et la peur, mais par l'organisation et la lutte collective.

Mais pour avoir les résultats escomptés, le mouvement enclenché doit s'étendre à l'ensemble des familles de Solino pour se transformer en une révolte profonde, consciente et déterminée. Plus la mobilisation grandira en ampleur et en intensité, plus elle atteindra des déplacés d'autres quartiers, d'autres communes et la révolte pourrait converger en un seul cri : le retour dans nos quartiers. La seule voie à suivre est là et pas dans les négociations stériles avec des criminels. Pas dans l'attente illusoire d'un sauveur. Mais dans la révolte organisée des masses opprimées, seule force capable d'écraser la barbarie des gangs et de renverser le système qui les nourrit. ■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ Page 1
 - Des déplacés de Solino en lutte : la voie à suivre contre la dictature des gangs !

Leur Société

- ⇒ Page 2
 - MMAS : L'illusion s'effondre, place à l'intervention des masses !
 - Les querelles politiques, un terreau fertile pour les gangs
 - Kenscoff : la saignée continue
- ⇒ Page 3
 - Un massacre de plus à Pernier
 - Croix-des-Bouquets : la tyrannie des gangs se renforce
 - Incendie d'une partie des locaux de l'hôpital général
 - Le déguerpissement de la population continue

Dans les entreprises

- ⇒ Page 3
 - Wilbès : fuite d'eau, la direction n'est pas dérangée
- ⇒ Page 4
 - Une journée entière perdue
 - Nou pa ka sipòte ankò !

Dans l'international

- ⇒ Page 4
 - Trump : la guerre contre les travailleurs se poursuit

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

MMAS : L'ILLUSION S'EFFONDRE, PLACE À L'INTERVENTION DES MASSES !

Dès le départ, la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) envoyée en Haïti par les puissances impérialistes n'était qu'un mirage destiné à tromper la population. Présentée comme un remède miracle contre la dictature des gangs, cette force étrangère, majoritairement composée de policiers kenyans, n'a rien changé à la réalité du pays en proie à la barbarie des gangs. Pire, depuis son déploiement, la situation sécuritaire s'est drastiquement détériorée.

Depuis plus de 3 ans, on a fait croire aux masses haïtiennes que la solution viendrait d'en haut, des forces de l'ordre ou d'une intervention étrangère. D'abord, on leur a promis que la Police Nationale d'Haïti (PNH) allait éradiquer les gangs. Mais malgré des financements, des formations et des équipements divers, la police haïtienne s'est révélée incapable d'affronter les criminels qu'elle prétend combattre.

Puis, en octobre 2023, l'ONU a officiellement autorisé le déploiement de la MMAS, avec le Kenya en tête. Le gouvernement haïtien et ses alliés internationaux ont promis que cette force mettrait rapidement un terme à l'anarchie. Mais qu'en est-il aujourd'hui ?

Un an après, les gangs se renforcent. Depuis l'arrivée de cette force étrangère, les gangs ne reculent pas, ils avancent ! Ils contrôlent désormais plus de 85 % de Port-au-Prince et continuent d'étendre leur emprise sur d'autres villes du pays. La mission kenyane, loin d'éradiquer la terreur, semble plutôt l'avoir consolidée. Les gangs imposent leur loi à Carrefour, Delmas, Pétiion-Ville, Kenscoff, Gressier et jusqu'à certaines zones de l'Artibonite. L'aéroport international Toussaint Louverture est paralysé. Pas de vols internationaux depuis bientôt un an.

Les bandits n'ont jamais été aussi puissants ! Ils contrôlent la circulation des marchandises, les ports, les marchés, les routes nationales. Ils rançonnent les travailleurs,

kidnappent sans relâche, incendient des quartiers entiers sous les yeux de la MMAS. L'illusion d'une "force libératrice" s'effondre.

Quelle sera la prochaine manipulation ? Maintenant que l'échec de la MMAS est évident, quelle nouvelle illusion va-t-on vendre aux masses ? Transformer la mission kenyane en force de l'ONU ? Faire appel à une armée étrangère encore plus puissante ?

Les impérialistes et leurs valets locaux n'ont qu'un objectif : empêcher la population de croire en sa propre force. Ils savent que seule une révolte massive des classes populaires peut réellement écraser la dictature des gangs. Ils savent que prendre conscience de cela, peut inciter la population à écraser également la dictature des possédants et de leurs valets. ■

LES QUERELLES POLITIQUES, UN TERREAU FERTILE POUR LES GANGS

Se revendiquant le rôle principal de combattre les gangs qui jurent d'instaurer la violence et la barbarie comme mode de gouvernement, les classes dominantes et leurs valets politiques n'ont jamais été en mesure de stopper les criminels. Les luttes intestines de la classe politique pour le pouvoir sont devenues plus âpres depuis les quatre dernières années. Les coups bas, la corruption généralisée dans toutes les sphères du pouvoir, les luttes entre magnats de l'économie pour consolider leurs positions, ont plutôt galvanisé les malfrats qui sont maintenant à deux doigts de faire tomber la capitale d'Haïti et le département de l'Ouest où résident près de 30% de la population.

Les 26 et 27 janvier, les gangs armés débarquent à Kenscoff, une commune stratégique qui peut leur ouvrir le chemin vers la commune de Pétiion-Ville et vers le département du Sud'Est. Comme toujours, les exactions des criminels sur la population sont des plus effroyables. Massacres, incendies des maisons, des milliers de déplacés. Alors que partout, la population appelle à l'aide, le gouvernement et la Police se chamaillent autour du remplacement de Normil Rameau, le directeur général de la Police Nationale. Ce conflit relègue au second plan ce qui devrait se faire pour faire reculer les malfrats et soutenir la population.

A la fin du mois de décembre et au début de la nouvelle année 2025, des habitants de certaines zones d'où les gangs lancent leurs attaques vers d'autres territoires, avaient constaté un léger assouplissement. Mais, le 16 janvier, le

Premier ministre lançait un processus de restructuration des forces de Police pour mieux les contrôler. Depuis, les gangs ont repris du poil de la bête et repartent en avant.

La capitale est à l'agonie. Rien ne fonctionne. Chaque semaine, les gangs gagnent un nouveau territoire. Dans les grands hôtels encore en fonction, les partisans du pouvoir font le pied de grue pour avoir un poste. Sur fond de dissensions politiques entre les partis qui se partagent le pouvoir, de nouveaux cadres sont nommés dans l'administration publique. Les cérémonies d'installation sont organisées en grande pompe à coup de champagne.

Les forces de l'ordre disent ne pas avoir les moyens adéquats pour traquer les gangs. Le gouvernement tend sa sébile vers certains gouvernements étrangers. Mais les caisses publiques sont mises à sac au profit

d'une pléthore de politiques dont les 9 conseillers présidentiels qui coûtent chacun 63 000 dollars en moyenne par mois, selon certains commentaires.

Présents dans le pays depuis plus d'un an, les soldats de la force multinationale ont été hués, leurs blindés ont reçu quelques jets de pierre lors d'une manifestation le jeudi 20 février dernier à Port-au-Prince. La population critique leur inefficacité contre les gangs. Les gangs continuent à prospérer depuis leur arrivée dans le pays.

Si la population dépense une grande partie de son énergie pour chercher à subsister dans ce chaos, en dépit d'une certaine résistance ponctuelle, circonscrite et souvent mal coordonnée dans certains quartiers, elle n'est pas encore parvenue à livrer la bataille décisive. Mais, encore une fois, leur salut est entre leurs mains! ■

KENSCOFF : LA SAIGNÉE CONTINUE

Les bandits continuent à terroriser la population de Kenscoff. Après les attaques du mois de janvier, les criminels ont progressé. Le dimanche 16 février, ils ont attaqué la zone de l'ancienne station d'antenne téléphonique, communément appelée Téléco ; un point stratégique parce qu'il surplombe la ville de Kenscoff. Dans cette base surveillée par un détachement des soldats de l'armée et des agents de la milice BSAP, trois d'entre eux ont péri, dont deux agents de BSAP et un policier.

La progression des bandits et les attaques qu'ils continuent de commettre démontrent que la population ne peut compter sur aucune force extérieure. La police, la force multi nationale et même l'armée n'ont jamais empêché les gangs de

progresser. Tant que la population ne se réveille pas, n'organise pas sa défense à travers des brigades structurées et dirigées par elle, la saignée continuera.

Au même moment, un autre drame tragique a soulevé l'indignation de la population. Un bandit a arraché un bébé des bras de sa mère et l'a jeté vif dans les flammes. Quelques jours plus tard, sa mère est morte dans un camp à Pétiion-Ville où elle avait trouvé refuge. Comment aurait-elle pu vivre avec les images de son bébé de deux mois consumé dans les flammes ?

Ce drame rappelle de nombreux autres que les criminels ne cessent de perpétrer contre la population, comme la mort des sœurs Désanclos et de leur mère, brûlées vives dans

une voiture à Cité Doudoune. Ces crimes abominables cesseront le jour où la population trouvera le courage de dire : Halte là ! Lawouzé taye banda tanke solèy poko leve ! dit l'adage créole. ■



UN MASSACRE DE PLUS À PERNIER

Le gang Kraze Baryè de Vitel'homme Innocent fait encore parler de lui. Le dimanche 16 février, ces criminels ont massacré près de 23 personnes selon le Réseau National des Droits De l'Homme, RNDDH.

Le massacre a été perpétré à Chateaublond, une localité près de l'Académie de Police à Pernier. Accusés de fournir des informations à la Police qui avait tué un malftrat du groupe criminel, plus d'une vingtaine d'habitants de la zone ont été tués. La proximité de l'académie de Police qui abrite une « base avancée » de la Mission Multinationale de Soutien à la

Sécurité (MMSS) n'a pas empêché ce massacre.

Fidèle à ses habitudes, la police s'est contentée d'un bilan pour annoncer ensuite des dispositions « pour faire payer de leurs actes les criminels. » Mais, ce sont des paroles en l'air, pour apaiser la colère d'une population excédée, qui en a marre de se faire massacrer,

chasser de ses maisons, de voir ses filles se faire violer.

Pendant tout le mois de février, les bandits ont attaqué plusieurs zones et ont opéré des massacres à Carrefour-Feuilles, Laboule, Christ-Roi et Kenscoff. Seule une mobilisation de la population peut stopper ces criminels..■

CX-DES-BOUQUETS : LA TYRANNIE DES GANGS SE RENFORCE

Après l'intervention de la police pour empêcher le gang de 400 mawozo de tenir son carnaval, les bandits ont orchestré des représailles contre la population.

Le gang se préparait à faire son carnaval, une intervention policière a semé la pagaille. Des stands ont été détruits puis les policiers ont emporté le générateur qui devait assurer l'électrification de l'événement. Furieux, le lendemain le chef de gang a ordonné à ses sbires de procéder à

une fouille systématique des téléphones dans les transports en commun, dans les rues et d'exécuter quiconque aurait un contact policier dans son répertoire téléphonique. Selon le malftrat, la police serait intervenue à la Croix-des-Bouquets sur la base des informations données par les habitants de sa commune.

Plusieurs personnes ont été exécutées après la fouille de leur téléphone, rapporte-t-on.

Pour échapper à cette situation de panique qui a duré une semaine, plusieurs travailleurs résidant à Croix-des-Bouquets avaient choisi de ne pas rentrer chez eux..■

INCENDIE À L'HÔPITAL GÉNÉRAL

Située au bas de la ville tout près du Palais National dans « un territoire perdu », la vieille bâtisse de l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti a été incendiée par les gangs de « Viv Ansanm » le 14 février 2025. Une provocation de plus à l'endroit de la ribambelle des politiciens au pouvoir qui, sous prétexte de combattre l'insécurité, s'enrichissent, entretiennent un climat délétère par leurs querelles sans fin pour le partage du gâteau.

Le fonctionnement de l'hôpital général était le symbole de l'effondrement de l'État, de la cupidité d'une classe politique corrompue et incompétente qui peinait à offrir un minimum de soins de santé à sa population. Depuis les 4 dernières décennies, la situation de l'HUEH, le plus grand centre hospitalier public du pays, allait de mal en pis. La qualité du service se détériorait. Le budget alloué à l'hôpital diminuait sans cesse. Les gouvernements se suivaient, mais la situation de l'UHEH continuait d'empirer.

Après le passage du séisme du 12 janvier 2010 qui a fragilisé une bonne partie des structures du bâtiment, la décision de construire un nouveau local a été actée. 15 ans après, en dépit des dizaines de milliers

de dollars décaissés, le nouveau local n'a toujours pas vu le jour. Les activités de l'hôpital se faisaient pour partie, la clinique externe, dans le local de l'ancien hôpital militaire. Le bâtiment administratif, les urgences et les salles d'hospitalisation des différents services étaient toujours logés dans l'ancien site. De l'avis des responsables, c'était une situation provisoire en attendant l'arrivée du nouveau local en construction.

Insalubrité, vétusté des lits, manque chronique de matériels médicaux, de médicaments, une direction nonchalante, un personnel non motivé, l'hôpital général à lui seul résumait l'état de délabrement de la situation du pays, l'immensité de la pauvreté de la population mais surtout le mépris d'une classe politique sans vergogne qui en cas de

soucis de santé prend l'avion pour se rendre aux USA ou à Cuba.

En dépit de tout, il y avait toujours des habitants qui y allaient, faute de moyens pour payer les coûts exorbitants des hôpitaux privés. La formation des cadres médicaux, médecins, infirmiers, laborantins s'y faisait toujours.

L'attaque des gangs le 29 février 2024 et la cessation des activités de l'hôpital général qui s'en était suivie avaient créé une grande émotion dans la population. Jusque-là les habitants pensaient que la barbarie avait une limite, ils pensaient que les handicapés, les femmes enceintes, les vieillards, les enfants, les malades pouvaient bénéficier d'une certaine empathie. Les événements qui se déroulent depuis un an les ont ramenés à la réalité..■

LE DÉGUERPISSEMENT DE LA POPULATION CONTINUE

La conquête des territoires par les gangs s'accompagne toujours du déguerpissement violent de la population des quartiers assiégés. Dans le département de l'Ouest où les malftrats contrôlent plus de 90% de ses territoires, la situation des déplacés est catastrophique.

Après avoir chassé les gens de leurs lieux d'habitation, les gangs s'y installent et prennent possession de tout ce qui existe. Ils pillent des maisons avant d'y mettre le feu, ou bien ils choisissent les plus belles d'entre elles pour se loger. Mais le plus souvent, les zones conquises sont abandonnées et aménagées en territoires de combat pour affronter la Police.

La situation est un peu différente dans les zones où les gangs ont pris naissance, plus précisément dans des bidonvilles. Là, ils acceptent qu'ils soient entourés des riverains pour leur servir de bouclier humain. C'est le cas à Carrefour, Bon Repos, etc..

Si une partie des ictimes fuit vers des pays étrangers, la majorité reste dans le pays. Des dizaines de milliers de familles vivent dans les camps de déplacés à Port-au-Prince, d'autres se sont dirigées vers les villes de province, certaines d'entre elles ont cherché refuge dans des « zones saines » dans les quartiers populaires de Pétion-Ville, du haut de Delmas.

Malheureusement, pendant ces périodes difficiles pour les plus pauvres, la conscience de classe, l'entraide, l'empathie et la solidarité ne sont pas toujours au rendez-vous. C'est plutôt une période faste pour les « sans scrupules », les affairistes. En forte demande, les prix des loyers ont explosé dans les villes

comme le Cap-Haïtien, Jacmel, les Cayes et à Port-au-Prince. De vieilles bicoques de quelques mètres carrés insalubres et souvent sans sanitaires sont négociées en dollars américains pour un bail d'un an renouvelable à prendre ou à laisser. Les propriétaires se protègent ainsi en cas d'attaque des bandits qui les contraindraient à fuir.

Avec la poursuite des exactions des bandes armées, la situation empire. Chaque jour de nouvelles familles s'ajoutent au nombre des déplacés. Seul un changement du rapport de force avec les gangs au profit de la population peut inverser la situation. Ce changement ne se fera que par les luttes conscientes des masses populaires..■

DANS LES ENTREPRISES

WILBÈS : FUITE D'EAU, LA DIRECTION N'EST PAS DÉRANGÉE

L'un des tuyaux qui conduisent l'eau dans les WC a une fuite. L'eau jaillit en permanence dans les toilettes et déborde sur le floor où nous travaillons. Parfois elle forme des mares qui nous empêchent de circuler et même de travailler.

Malgré nos protestations face à cette situation, au lieu de faire venir un technicien pour résoudre le problème, la direction préfère s'acharner sur les ménagères à longueur de journée pour absorber l'eau qui coule par terre.

Les ménagères ont déjà assez de boulot, le patron ne doit pas en ajouter un autre pour lequel elles ne seront pas payées. C'est dans les gènes des patrons d'imposer à un travailleur la tâche de plusieurs..■

SALAIRE: UNE JOURNÉE ENTIÈRE PERDUE

Sous prétexte de moderniser leur système de paiement, de nombreux patrons passent par les banques pour payer leurs ouvriers. Une modernité qui coûte cher aux ouvriers et qui occasionne beaucoup de tracas. Autrefois, il y avait des distributeurs de billets dans certaines usines où les travailleurs pouvaient, non sans difficulté, retirer leur argent. Mais maintenant, ces distributeurs de billets ne sont plus alimentés

en liquidités. Les ouvriers doivent se rendre à la succursale d'une banque pour retirer leur argent. Or nombre de ces succursales sont fermées à cause du climat de violence entretenu par les gangs. C'est un parcours de combattant pour sortir de notre quartier et trouver une succursale qui fonctionne.

C'est un tohu-bohu à l'entrée des banques où de longues queues de personnes se

mettent en place tôt le matin sous une chaleur torride avec l'espoir de passer dans le courant de la journée. Il arrive parfois qu'on rentre à la maison bredouille et qu'on doive retenter sa chance un autre jour, si toutefois la porte de la succursale ne ferme avant que l'on soit servi. La seule journée de la semaine où l'on pouvait rester à la maison s'occuper des enfants et se reposer est perdue..■

Nous publions ci-après l'éditorial du bulletin d'entreprise PAWÒL TRAVAYÈ du 21 février 2025.

PAWÒL TRAVAYÈ

Patwon ak bandi ap pete fyèl travayè yo

Nan anpil izin, anpil travayè oblije bay demisyon paske nou pa ka sipòte volim eksplwatasyon patwon yo ankò. Sa rive nan Pak Sonapi, nan Manutech, nan Haacosa kay Beauvoir, ak plizyè lòt izin. Lajan poun achte yon plat manje pou jounen an prèske depase salè jounen an alewè poun ta peye machin, sere ti bagay poun pote lakay. Paske nou mèt pete fyèl nou, nou pa ka rive fè tarif direksyon izin yo mande nou .

Patwon yo fin revoke yon latriye ouvriye epi yap fòse yon ti ponyen lòt fè travay majorite ki revoke a nan ogmante tarif san rete. Yo pa vle pèdi nan benefis yo. Yo vle se toujou nou menm travayè ki pou peye po kase a. Kondisyon travay yo menm vin pi mal chak jou ki pase. Pandan pifò nan nou nan chomaj, nap vale van, alòske pifò nan nou pase vi nou ap bourike pou ranpli kanè bank patwon. Nou pa ka sipòte ankò !

Epi kit nou sou wout travay, kit nou lakay nou, nou gen yon ti sèkèy anba bra nou. Kout bal ap pete tribò pabò. Se tout lajounen abitan nan katye popilè, elèv anndan sal klas, ap pran bal mawon. Nan katye nap viv yo menm, se lanfè anba bandi kap simen latèrè, anba lavichè ak grangou. Se abse sou klou ! Nou pa ka sipòte ankò !

Nou abitye fè tande vwa nou lè nou pa ka sipòte ankò. Nou abitye fonn vwa nou ansanm sou beton an, anndan izin yo lè bwa a mare. Se sèl lè nou abitye jwenn rezilta !

OTR-UCI, vendredi 21 fevriye 2025

An nou konte sou fòs nou !

DANS L'INTERNATIONAL

TRUMP : LA GUERRE CONTRE LES TRAVAILLEURS SE POURSUIT

En un mois seulement à la Maison-Blanche, Donald Trump s'est déchaîné contre les classes laborieuses, et particulièrement contre les immigrés. Ses premières décisions présidentielles ont mis en œuvre une offensive brutale contre ceux qui, par leur travail, font tourner l'économie américaine.

Dès le premier jour de son mandat, Trump a signé une série de décrets visant à remodeler la politique migratoire américaine dans un sens ultra-répressif. L'expulsion immédiate des migrants traversant illégalement la frontière a été mise en place, couplée à la suspension du programme d'admission des réfugiés pendant 120 jours et à l'interdiction indéfinie pour les ressortissants syriens. Il est allé jusqu'à remettre en question le droit du sol, bien que cette mesure ait été bloquée temporairement par la justice.

Dans la foulée, l'ICE (la police de l'immigration) procède à plus de 1 000 arrestations quotidiennes en moyenne dans les villes où ils se réfugient traquant les migrants avec une rare intensité.

Dans le même élan, Trump a annoncé la suppression du Statut de Protection Temporaire (TPS) pour plusieurs nationalités, dont les Vénézuéliens et la réduction de la durée pour les Haïtiens. Plus de 500 000 ressortissants haïtiens se retrouvent ainsi exposés à l'expulsion, après des années de travail et de contribution à l'économie américaine.

Sous la direction du milliardaire Elon Musk, nommé à la tête du nouveau Département de l'Efficacité

Gouvernementale (DOGE), plus de 75 000 employés ont été contraints d'accepter des indemnités de départ sous la menace de licenciements sans compensation. En outre, plus de 200 000 nouveaux employés ont été purement et simplement renvoyés. À l'avenir, l'administration prévoit de ne remplacer qu'un départ sur quatre, aggravant ainsi la charge de travail des employés restants et réduisant l'efficacité des services publics.

Ces suppressions de postes touchent des secteurs essentiels tels que les hôpitaux pour anciens combattants, la santé mentale, la recherche médicale, la sécurité au travail, la protection de l'environnement et les services sociaux comme la Sécurité sociale, Medicare et Medicaid. La réduction de ces effectifs, déjà insuffisants, menace directement la qualité des services rendus à la population.

Derrière ce prétexte se cache une volonté claire : détruire les structures administratives qui offrent des protections aux travailleurs et renforcer le contrôle direct des capitalistes sur les rouages de l'État.

Trump ne s'arrête pas là. Il vient de réinscrire Cuba sur la liste des « États sponsors du terrorisme », ce qui bloque les relations économiques et renforce l'embargo déjà criminel. Cette politique ne touche pas les couches privilégiées et les dirigeants cubains,

mais bien les classes populaires, les travailleurs et les paysans dont les conditions de vie deviennent de plus en plus précaires sous le poids de ces sanctions économiques.

Face à ces attaques coordonnées, des manifestations et des protestations ont émergé dans certains États. Mais pour contrer efficacement cette offensive, une mobilisation plus large de l'ensemble de la classe ouvrière est indispensable. Les travailleurs, qu'ils soient du secteur public ou privé, natifs ou immigrés, partagent des intérêts communs. Ils ont, par conséquent, grand intérêt à unir leurs forces pour faire reculer Trump sur toutes ces mesures scélérates et réactionnaires. L'histoire a montré que lorsque les travailleurs s'organisent et se mobilisent massivement, ils peuvent faire reculer les politiques réactionnaires et imposer des changements significatifs..■



POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.